

AUJOURD'HUI

Bimensuel libertaire

Le Dictateur

Ainsi donc Augusto Pinochet, l'un des principaux responsables de l'anéantissement d'une génération de militants latino-américains, ouvriers, anticapitalistes, de gauche... a été arrêté à Londres. Ceci grâce à l'intervention de « super-juges » espagnols, tel Baltazar Garzon, connu pour avoir condamné à 10 ans de prison José Barrionuevo, ancien ministre de l'intérieur socialiste, impliqué dans l'affaire des GAL, ces groupes « antiterroristes » responsables de 28 assassinats au Pays basque. La plupart des commentateurs se félicitent de l'action de cette « super-justice » animée par l'esprit universel des droits de l'homme. Aucun dictateur, aucun criminel contre l'humanité ne serait désormais en sûreté, tel est le « signe fort » que l'arrestation de Pinochet voudrait donner. Désormais, même les puissants, les gouvernants, ne serait plus au-dessus des lois. On aimerait bien y croire... même si, dans ce cas, la « justice universelle » risque bien, ces prochains jours, de se perdre dans les méandres juridiques; de nombreux recours étant possibles, y compris devant la Chambre des Lords... C'est que, sur le plan intérieur britannique, l'affaire est délicate. Le week-end dernier, la presse de Londres a rappelé les excellentes relations que la « dame de fer » avait conservées avec le dictateur, pour son aide logistique lors de la guerre des Malouines, en 1982. On a appris que Pinochet « manque rarement de prendre le thé avec Margaret Thatcher lors de ses visites annuelles... » Au sein de la justice espagnole, une



riposte s'organise contre les « super-juges », le procureur en chef de l'Audience nationale, prétend que cette instance n'est pas habilitée à s'occuper de cas de génocides. Il faudra aussi que le gouvernement Aznar (conservateur), demande l'extradition de Pinochet. Or son procès, exigé au nom du « devoir de mémoire », risque de rappeler que les dignitaires franquistes, responsables de l'assassinat, de la torture, de l'oppression de millions d'Espagnols, n'ont jamais été jugés. Et après Pinochet, en toute bonne logique, il faudrait remonter jusqu'à ses commanditaires... Qui donc jugera la CIA et les différents gouvernements américains dont la responsabilité dans les nombreux coup d'Etat en Amérique latine et ailleurs est notoirement connue? La nouvelle justice immaculée, inspirée par l'esprit universel, peut-elle réellement gagner le combat contre les diverses raisons d'Etat? L'affaire Pinochet en est un premier test, auquel nous serons extrêmement attentifs.

M. Argerly

BYE BYE VROUM VROUM

Notre bonne ville de Genève vit vraiment une époque exécrable. Déjà qu'il n'est plus possible de circuler en ville, et même qu'on se fait coller des amendes quand on se gare tout ce qu'il y a de plus normalement en deuxième file et qu'on roule innocemment sur une voie de bus¹... Le TCS propose d'ailleurs une très bonne solution à ces graves ennuis: un moratoire de toute mesure de restriction de la circulation. Ça permettrait de faire des économies²! Plus de nouveaux marquages, plus de nouvelles signalisations, plus de nouvelles infrastructures. Voilà le meilleur moyen pour l'Etat de Genève de rétablir ses finances. Et puis, il faudrait aussi que les transports publics contribuent conséquemment à l'entretien du réseau routier: voyez-vous, il y a de plus en plus de bus qui empruntent les routes. Cette mesure aurait pour autre avantage d'accroître le prix du ticket TPG, et en conséquence l'attractivité de l'automobile. Y'a pas à dire, ils ont de ces sacrées bonnes idées, au TCS! Heureusement d'ailleurs. Car, coup dur pour tout bon Genevois, amateur impénitent d'effluves bleutées et de pétarades tonitruantes, nous venons d'apprendre que le Supercross n'aura plus lieu à Genève, mais à Bâle. Et c'est encore un coup de ces sales pauvres et de leur maudite taxe!

1. GHI du 15.10.98

2. Le Courrier du 8.10.98

Réfugiés

Témoignage sur les centres de rétention

Votations

La bête démocratique dans la charcuterie libérale

Cinéma

Nouveau film de Ken Loach, *My Name is Joe*

ALJOURD'HUI est un bimensuel du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle.

Editeur responsable: Claude Cantini.

Tirage: 350 ex.

Adresse:

ALJOURD'HUI c/o Aide Mutuelle case postale 664, 1211 Genève 4

CCP: 17-471708-7

e-mail: edam.ch@tao.ca ou cas.ch@tao.ca

Réfugiés

Sémira raconte son incarcération*

Sémira Adamu a été tuée par deux policiers le 22 septembre lors de son expulsion de Belgique. Son témoignage, recueilli quelques temps auparavant et publié dans les « Barbelés de la honte » aux éditions Luc Pire après sa mort, révèle la réalité que connaissent les réfugiés dans les centres de rétention qui existent dans les pays européens (France, Pays-Bas, Italie, etc.) et renseigne sur ce que reçoivent ceux qui cherchent refuge dans ces pays. Rappelons que « Sémira [...] était une de ces nombreuses personnes dont personne n'aurait jamais entendu parler si des résistants à la xénophobie, organisés au sein du Collectif contre les expulsions de Bruxelles, n'avaient depuis des mois alertés et fait tout leur possible pour empêcher son expulsion ». *Si de tels centres n'existent pas en Suisse, les réfugiés peuvent être emprisonnés si on les soupçonne seulement de vouloir échapper à une décision négative concernant leur demande.*

* Nous reprenons ce texte du numéro 60 (octobre 1998) du mensuel *No Pasaran!*

La conversation avec Sémira est lente et difficile, entrecoupée de longs silences, faite de demi-mots, de sous-entendus. A certaines questions, elle ne répond que par oui ou non, les questions doivent être précises et détaillées, à force de oui et de non, on finit par savoir. Sémira est surveillée et a peur. Le téléphone se trouve dans le couloir, à côté de la cage vitrée où se tiennent les gardes qui ne la quittent pas des yeux et des oreilles. Ce témoignage est fait des bribes de plusieurs lettres et appels.

« La vie au centre est très ennuyeuse. Nous sommes très peu maintenant dans mon aile, et la plupart ne parlent pas anglais. Il y a des gens du Zaïre, du Kosovo, du Sri Lanka, d'Afghanistan... Ici, c'est vraiment horrible. On se réveille le matin et on regarde la télévision jusqu'au soir. J'ai pu obtenir quelques livres, Lise Thiry m'en a amenés. Je me sens très seule. La plupart des gens que je connaissais, ils les ont transférés dans d'autres centres. Je ne sais même pas où ils sont. Je suppose qu'ils essayent de nous isoler, de rompre les contacts qu'on peut établir avec les autres.

Après l'évasion, j'ai eu tous les employés sur le dos. On me surveille tout le temps, j'ai toujours quelqu'un derrière moi. Pendant une semaine après le 21 juillet, on n'a plus eu le droit de téléphoner. Maintenant, on peut, mais on a réduit les heures. Avant, on pouvait appeler de 9h à 22h, à présent seulement de 15 à 18 heures et ce sont les heures où les appels coûtent le plus cher... De toute façon, les règles de vie changent tous les jours. Un jour quelque chose est permis, le lendemain, ça ne l'est plus... Ils ne laissent pas les gens de l'extérieur vous rendre visite. Officiellement, les visites sont autorisées, mais quand quelqu'un fait une demande de visite, ils ne l'accordent pas, ou ils ne donnent pas de réponse, tout simplement. Lise Thiry n'a jamais pu me voir, Elle est venue, elle a remis les livres et les vêtements qu'elle m'avait apportés aux gardes. Je n'ai pas pu la voir.

Il y a des gens d'ONG qui viennent, mais pas souvent. Il y en a un qui est

venu me voir il y a deux jours, mais il ne m'a pas beaucoup parlé. De toute façon, quoi qu'on puisse dire, rien n'en ressort vraiment, rien ne change. Ils ont essayé de m'expulser quatre fois. La première fois, ils ne m'ont pas forcée, ils m'ont emmenée à l'aéroport. Là ils m'ont demandé si j'acceptais l'expulsion. J'ai dit non et ils m'ont ramenée au centre. La deuxième fois, ça s'est passé de la même manière, mais ils m'ont prévenue que la fois suivante, ils seraient plus durs. La troisième fois, ils m'ont préparée pour aller à l'aéroport et puis en dernière minute, nous ne sommes pas partis. Ils m'ont dit qu'ils avaient oublié de réserver ma place sur le vol. Je suppose qu'ils avaient plutôt peur des manifestations de soutien qui étaient organisées pour moi... La quatrième fois, ça a été terrible. J'ai été réveillée à 6h30 par une employée qui m'a annoncé que je devais retourner dans mon pays et que j'avais 20 minutes pour emballer mes affaires. Je n'ai même pas eu le temps de prendre une douche et j'ai oublié quelques affaires dans la précipitation. Finalement j'ai été prête et ils m'ont escortée jusqu'à la porte d'entrée et ils m'ont fait monter dans le fourgon pour l'aéroport. À l'arrivée, ils m'ont attaché les bras à deux endroits et aussi les jambes. Puis ils m'ont enfermée dans une cellule d'isolement, j'y suis restée de 7h à 10h30. Ils sont venus me chercher. On est allés à l'avant de l'avion et on y est resté jusqu'à 11h15, quand ils m'ont fait embarquer. Une fois à l'intérieur, j'ai commencé à crier et à pleurer. Huit hommes se sont rassemblés autour de moi, deux gardes de la sécurité de la Sabena et six policiers. Les deux gardes de la Sabena m'ont forcée : ils poussaient partout sur mon corps et l'un deux compressait un oreiller sur mon visage. Il a presque réussi à m'étouffer. En fait, ces deux gardes devaient m'escorter jusqu'à Lomé. Puis les passagers sont intervenus et ils ont dit qu'ils allaient sortir de l'avion si on ne me libérait pas. Un passager a insisté aussi pour qu'on n'oublie pas de me rendre mes bagages... Il y a eu une bagarre dans l'avion et ils ont dû me débarquer. De retour dans le fourgon, j'ai vu qu'on tirait un passager dehors. C'était celui qui m'avait particulièrement défendue dans l'avion. Ils l'ont amené dans le fourgon près de moi. Il

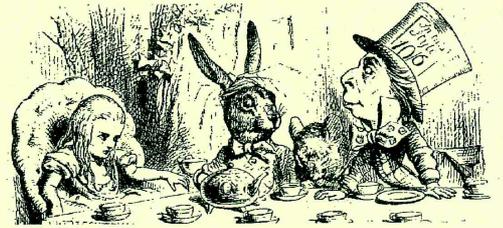
m'a dit qu'il voulait m'aider, que je devais juste remonter dans l'avion, qu'il allait prendre mes documents et me payer un billet pour revenir ici. J'ai refusé et je lui ai dit que je n'irais nulle part. Alors ils l'ont ramené dans l'avion et moi, dans la cellule d'isolement de l'aéroport.

Après quelques temps, ils m'ont renvoyée au centre et ils m'ont encore placée en cellule d'isolement. J'y suis restée le mercredi 22 juillet de 12h à 16h. J'étais dans la cellule quand ils ont amené les quatre filles qui avaient essayé de s'évader : Precious, Bonvu Aqua, Cynthia et Antila. Nous devions toutes rester dans la même cellule, une petite pièce avec seulement un lit et un WC. Nous devions les appeler pour tirer la chasse car elle se trouve à l'extérieur. Quand ils m'ont sortie, ils m'ont changée d'aile, parce que la nôtre avait été endommagée pendant l'évasion. Maintenant, je suis au premier étage. Les choses ont repris leur cours dans la cellule - à part le renforcement de la sécurité et à l'aéroport, où certains seraient capables de tuer...

Je ne sais pas quand ils vont encore essayer de m'expulser. Ils ne nous disent plus quand ça va être. Ils viennent juste vous réveiller quelques minutes avant de partir. Mais on sent quand une expulsion va avoir lieu. On le sent et on se sent mal, très malheureux. Dans ces moments-là, on sent vraiment qu'on est prisonnier... Entre nous, nous parlons du centre, de la détention, de notre situation. Quand quelqu'un revient de l'aéroport après avoir échappé à une expulsion, nous parlons, on essaye de trouver une solution à nos problèmes. On essaye de s'entraider. Il y a une solidarité entre les détenus. Quant à penser à se rebeller, pour le moment, ce n'est pas possible... Les relations avec les employés sont plus ou moins correctes. Juste après l'évasion, c'était très tendu, mais maintenant, ça va mieux. Ils ne parlent jamais de ce qui se passe à l'extérieur, des actions de soutien pour empêcher les expulsions. Ils font comme si ça n'existait pas, mais nous savons que c'est un problème pour eux. Je ne sais pas quand ils vont encore venir me chercher. La vie est très difficile pour moi... Je ne sais pas... »

1. *No Pasaran!*, n° 60, octobre 1998

Compte-rendu de la réunion-discussion du 9 octobre avec les lectrices et lecteurs d'Aujourd'hui



Après huit mois d'existence, le collectif d'Aujourd'hui a ressenti la nécessité d'organiser une rencontre de présentation du journal. Celle-ci a eu lieu le vendredi 9 octobre. Ce soir-là une vingtaine de personnes, lectrices et collaborateurs, se sont retrouvées à la Cave valaisanne pour échanger, discuter de nos projets, émettre des critiques et des encouragements.

Ce fut l'occasion de rappeler qu'Aujourd'hui est un journal militant dont l'objectif est à la fois de faire de la contre-information, de porter un regard libertaire sur l'actualité et de s'adresser à un large public pas nécessairement convaincu par nos idées.

Durant la soirée, nous avons pu évoquer certaines de nos faiblesses : nos moyens limités, sur le plan de la diffusion notamment. Nous avons parlé des difficultés qu'il y a, pour des bénévoles, à devenir de véritables enquêteurs ; ce qui nous amène, trop souvent, à commenter la presse officielle plutôt qu'à écrire des articles originaux. Du côté positif, outre l'enrichissement personnel (et non financier, même notre affaire n'est pas déficitaire, merci) de celles et ceux qui participent à la rédaction et à toutes les autres tâches, nous avons pu souligner que certains de nos thèmes, par exemple celui des accidents du travail, sont systématiquement négligés par la « grande » presse. Sur ce plan, comme sur d'autres sujets tabous, il reste du pain sur la planche... Certains des lecteurs présents

nous ont donné des idées pour une meilleure diffusion du journal, ainsi que pour recueillir des informations sur des sujets qui nous intéressent. L'un d'entre-eux a exprimé son regret de ne pas trouver dans Aujourd'hui plus d'idées pour vivre, ici et maintenant, d'une manière qui soit en accord avec les idées libertaires. Des personnes, ayant milité dans le mouvement libertaire genevois il y a plusieurs années, voir plusieurs décennies, ont rappelé leurs expériences passées. C'était intéressant, mais un peu frustrant aussi. Par exemple nous avons appris, mais sans en comprendre vraiment la raison, que le mouvement anarchiste genevois avait pratiquement disparu de la scène, en 1989, après une semaine libertaire. Et puis, incidemment, nous avons ressenti comme un regret de nous voir construire quelque chose de nouveau sans suffisamment nous inscrire dans cette tradition. La question pour nous n'est pas de faire table rase du passé (il y a toujours des choses à apprendre de l'expérience historique), mais de sortir du ghetto, des vieilles polémiques internes au mouvement, pour rendre aux idées libertaires leur mordant dans le cadre du contexte actuel, leur potentiel critique libéré de toute nostalgie... C'est un pari risqué peut-être, mais c'est le nôtre. Nous pensons organiser d'autres rencontres, discussions... avec nos lectrices. Vous en serez bientôt informés.

Le Collectif

LA FABRIQUE DE LA VÉRITÉ

Le marché et ses serviteurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Leur intention est d'établir en dogmes ce que sont, en réalité leurs choix politiques, économiques et sociaux. Cette rubrique se veut une collection des produits de cette vaste usine à construire des « vérités ».

« **Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour reconnaître que la solution est l'économie de marché.** »

Contribution de Daniel Cohn-Bendit, *Phosphore*, n° 208, octobre 1998

Abonnements

12 n°: 15 FS, soutien 25 FS
24 n°: 30 FS, soutien 50 FS
48 n°: 60 FS, soutien 100 FS

Etranger et commandes groupées, contactez-nous.

Règlement par CCP n° 17-471708-7

Adresse: **AUJOURD'HUI** c/o Aide Mutuelle
case postale 664, 1211 Genève 4
e-mail: edam.ch@tao.ca ou cas.ch@tao.ca

Optimiser la démocratie pour des travailleurs ailés

Deux projets de loi agitent en ce moment les cervelles libérales du canton de Genève.

Le premier, constitutionnel, permettrait au Conseil d'état de décréter un référendum municipal d'intérêt cantonal. Voterait alors tous les électeurs du canton, lors d'un vote d'« intérêt cantonal », dans une commune donnée.

Dans le cas genevois présent, un certain nombre de projets d'envergure chers aux milieux patronaux et à la droite ont été refusés par un électoral municipal plutôt à gauche. Les libéraux savent, par contre, que les populations de la majorité des communes avoisinantes se situent à droite. L'idée est, donc, de procéder aux aménagements propres à s'assurer le succès lors des

votations difficiles, en s'abritant derrière un « intérêt cantonal » qui masque – mal! – leurs intérêts propres. Ils ne leur suffit plus d'avoir à leur disposition un outil « démocratique » qui légitime leur gestion de la société. Voilà qu'ils veulent priver de son prix de consolation la gauche lorsque celle-ci remporte telle ou telle « victoire ».

Le second projet propose de modifier la loi sur l'exercice des droits politiques, en les octroyant non seulement par rapport au lieu de domicile, mais aussi par rapport au lieu de travail. C'est l'assujettissement fiscal qui serait déterminant. Michel Halpérin, député libéral, imagine sans sourire « que quelqu'un habitant à Chancy, travaillant le matin à Vernier et l'après-midi à Meyrin puisse avoir un

rôle électoral dans les trois communes »¹. Et pourquoi pas un autre boulot la nuit, à Genève, et un le week-end le diable sait où! Ce second projet de loi est limpide quant à la vision de société libérale: l'employé doit être mobile, flexible, prêt à voler au service du patron où que celui-ci en ait besoin, que ce soit pour travailler, ou encore pour avaliser les désirs de ses maîtres lors des votations ou élections, tout ceci au prix d'incessants et polluants déplacements, gourmands en temps, non payé bien sûr puisque pris sur les moments normalement dévolus aux activités personnelles! Ces citoyens du futur, vu à travers de la lorgnette libérale, font décidément frémir.

Y. U. & G. A.

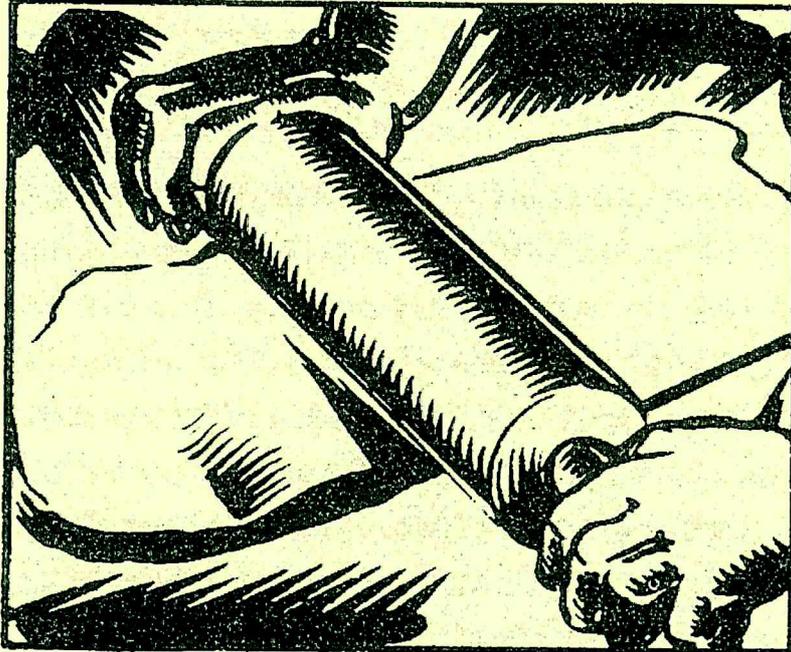
1. *Le Courrier*, 8 octobre 1998

Cinéma

Ken bluff

Le dernier film du réalisateur anglais Ken Loach, « My Name is Joe » vient de sortir sur les écrans. Dans le même temps, le cinéma genevois CAC Voltaire propose une rétrospective de 10 de ses films. Présenté comme un « cinéaste militant », Ken Loach fabrique un cinéma basé sur le quotidien des prolétaires les plus mal lotis.

Ken Loach est le cinéaste des coups durs qu'encaissent la classe ouvrière britannique. Il les comptabilise depuis maintenant vingt ans. Son nouveau film ne déroge en rien à cette « profession de foi ». Bien au contraire, il semble que le quotidien des personnages de Ken Loach soit encore plus noir que dans les films précédents. Non pas qu'économiquement les années Thatcher furent plus roses pour les « perdants » du système capitaliste que l'Angleterre du sinistre Blair, mais subsistait entre ceux-ci, dans des films précédents



comme « Riff-raff » ou « Raining stones », une certaine solidarité de classe. Dans « My name is Joe », il n'y a plus de trace de cela. Ce que partagent les protagonistes de cette histoire, c'est le fait de se mouvoir tous dans les problèmes les plus noirs, sans qu'à un seul instant un sauvetage commun soit possible. Leur lien est cette glu qui les maintient collés dans une situation désespérée, dans le même monde clos sur lui-même. A ce titre, il est révélateur de constater qu'à aucun moment l'action ne s'autorise une virée dans les quartiers favorisés. De même, le seul personnage qui s'en sort économiquement et socialement, une assistante sociale, sait, qu'en n'acceptant pas les règles (illégalité, violence, etc.) du monde auquel appartient le « héros » du film, elle se protège du risque de, elle aussi, chuter. Dans l'univers qu'explore Ken Loach, ceux qui ont encore la tête hors de l'eau ont conscience que la moindre immersion, même momentanée, peut les conduire à la noyade. Ce pessimisme prend racine dans une réalité dans laquelle le moindre faux pas n'est pas permis. Ainsi, l'épisode au cours duquel un inspecteur du travail photographie au téléobjectif, agissant à la suite d'une dénonciation téléphonique, Joe et un de ses amis qui sont en train de travailler au noir est la

vérité de la société anglaise, où des lignes gratuites ont été mises en place spécialement à cet effet.

Mais, malgré tout cela, aucun des personnages de Ken Loach ne se révolte devant les conditions d'existence qui sont les leurs. Il y a bien des tentatives de la part du personnage principal d'améliorer sa vie et, incidemment, de ceux qui lui sont proches, mais en agissant uniquement sur ce qu'il contrôle encore un peu, lui-même, comme il le dit lui-même dans le film. Comme on ne voit pas la ville qui « réussit », la ville riche, il n'y pas, non plus, de remise en question de l'ordre des choses, et la plus sûre et terrible fatalité dirige l'existence des personnages. C'est que, même s'il fait preuve d'une empathie manifeste à l'égard de ses personnages qui évite au film de sombrer dans l'exposition racoleuse, et que son réel talent de cinéaste le préserve de trop forcer le trait, Ken Loach se contente, au fond, de filmer une succession de malheurs (drogue, alcool, prostitution, amours brisées, etc.), pour montrer que « de nos jours [...] la réalité ressemble souvent à un roman de Dickens ou de Zola »¹.

Cela pose le problème de la réputation de « cinéaste militant »² qui est faite à Ken Loach, notamment dans la presse. Il faut dire que ce sont là des propos de cri-

tiques de cinéma pour qui le simple fait de faire des films sur autre chose que les ébats de la bourgeoisie est assimilé à de la militance, car selon les critères de ces gens-là, filmer des pauvres ou des travailleurs n'est pas immédiatement normal. Ainsi, Ken Loach a du mérite car dans « My Name is Joe », comme dans le reste de son œuvre, il parvient – rendez-vous compte ! – à « rendre beaux des physiques auxquels on n'accorderait aucune chance »³ et à « insuffler de la vie à la banlieue britannique la plus moribonde »⁴. A la dif-

férence de ces journalistes, pour qui le « message se situe [...] déjà au niveau du regard »⁵, il nous semble qu'il n'y a rien de spécialement militant à faire des films en se servant de cette réalité plutôt que d'une autre. La représentation réaliste de la misère et des problèmes dans lesquels se débattent beaucoup de prolétaires aujourd'hui ne confère pas un certificat d'engagement. S'engager, c'est d'essayer de comprendre ce qui se passe dans la société pour que l'on en arrive là, c'est d'établir les responsabilités dans cette situation, c'est d'offrir une vision problématisée de la réalité sociale et économique. Toutes choses qui font cruellement défaut au film de Ken Loach. En effet, le spectateur, s'il pourra être « embarqué » par le savoir-faire du réalisateur, cherchera bien en vain, une réelle critique sociale. Ken Loach se contente de dresser un constat et de raconter une histoire à partir de celui-ci. Tout ce qu'on a, alors, c'est « un chef d'œuvre néoréaliste »⁶.

Hugo Kérec

1. Paul Laverty, scénariste du film.

2. *Le Temps*, 14 octobre 1998

3. *Id.*

4. *Les Inrockuptibles*, 14 octobre 1998.

5. *Le Temps*, 14 octobre 1998

6. *Id.*